

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement
Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine

Strasbourg, le 13 janvier 2016

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSÉES
CONSTATS D'UNE VISITE DE CONTRÔLE**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Société VALORHIN à Strasbourg,
visite de contrôle du 13 janvier 2016

- 1. Inspecteur, personnes rencontrées, dirigeant**
- 2. Cadre légal, circonstances de la visite**
- 3. Thèmes de la visite et référentiels**
- 4. Installations contrôlées**
- 5. Constats**
- 6. Conclusion**

1. Inspecteur, personnes rencontrées, dirigeant

Inspecteur :

- Mme X

Personne(s) rencontrée(s) :

- M. X
- M. X
-

Dirigeant de l'établissement contrôlé :

- M. X

2. Cadre légal, circonstances de la visite

- **Cadre légal** : articles L 171-1 à -5, L 172-1 à -3 du code de l'environnement,
- **Régime de classement de l'établissement, secteur d'activité** : autorisation
- **Date et horaire de la visite** : 13 janvier 2016 de 9h à 10 h30
- **Numéro SIIIC et adresse du site visité** : n° 673, route du Glaserswoerth, 67000 STRASBOURG
- **Type de contrôle** : Visite courante suite incident
- **Nature du contrôle** : Contrôle circonstanciel suite incident du 11/01
- **Circonstance du contrôle** : Contrôle annoncé.

3. Thèmes de la visite, enjeux, référentiels

Conséquences liées à l'explosion de l'électrofiltre.

4. Installations contrôlées

L'électrofiltre a été examiné depuis l'extérieur.

5. Constats

La société VALORHIN exploite la station d'épuration de la ville de Strasbourg.
Les boues produites par la station d'épuration sont ensuite incinérées sur le site dans un incinérateur et la chaleur produite sert à réchauffer les digesteurs.

Le 11 janvier 2016, la société VALORHIN a informé la DREAL de l'explosion de l'électrofiltre. Les dégâts sont uniquement matériels.



Photo du caisson de l'électrofiltre, qui a priori est intact la passerelle située à proximité a été déplacée par le souffle



Le support en béton de l'électrofiltre a été déplacé par l'explosion



Vue de l'extérieur : Le bardage extérieur du bâtiment été déformé par l'explosion et le les tuyauteries d'eau chaude ont été déplacées.

Cet accident a eu pour conséquences majeures :

1. l'arrêt de la ligne d'incinération des boues
2. l'arrêt de la boucle de chauffage des installations de digestion des boues. Cet impact est lié à la conséquence n°1
3. le démarrage des campagnes d'évacuation des boues déshydratées hors site jusqu'à la remise en service des installations soit environ 150 tonnes par jour. Le tonnage évacué serait amplifié par la conséquence n°2 d'environ 50 tonnes par jour.

Afin de pallier aux conséquences 2 et 3, le maintien en température des digesteurs à 37°C est nécessaire et réalisable grâce aux chaudières de combustion de secours existantes mais arrêtées depuis le 31/12/15.

En effet, l'exploitant avait arrêté ces chaudières car elles ne sont plus conformes à l'arrêté ministériel (régime de l'enregistrement) du 24 septembre 2013 qui impose des mesures en continu en poussières et débit sur les installations depuis le 1^{er} janvier 2016. L'exploitant avait gardé ces chaudières uniquement en secours et ne devait pas les exploiter plus de 30 h par an. Un dossier sur ce point est actuellement en cours d'instruction.

Toutefois, l'état de conformité vis-à-vis des prescriptions applicables aux chaudières est le suivant :

- respect des conditions de sécurité d'exploitation des installations,
- respect des valeurs limites d'émissions des paramètres SO₂, CO et poussières,
- pas de mesures en continu des débits des fumées de combustion et des concentrations de poussières, ces équipements restent à installer.

Dans la mesure où les chaudières ne disposent pas de mesures en continu des débits des fumées et des concentrations en poussière l'exploitant propose de réaliser des mesures mensuelles pour les paramètres débit, O₂, SO_x, NO_x, poussières, CO, COV_{nm}, HAP et métaux par un organisme extérieur.

Devant cette situation d'urgence et afin de pouvoir pérenniser le traitement des eaux usées de la ville de Strasbourg et des environs, un arrêté d'urgence a encadré la remise en service des 2 chaudières de secours destinées au réchauffage des digesteurs malgré l'absence d'analyseurs continus. Cet arrêté prescrit notamment le renforcement du contrôle des émissions en réalisant une analyse mensuelle sur les paramètres précités.

L'exploitant s'est également engagé à fournir un état de conformité à l'arrêté du 24 septembre 2013 de l'ensemble des chaudières du site début février.

Concernant l'équipement accidenté, l'exploitant a lancé les contrôles suivants :

- audit des transformateurs
- contrôle de la structure du caisson de l'électrofiltre et de ses accès avant d'y pénétrer
- contrôle des équipements de l'électrofiltre (des marteaux notamment)
- test des pompes de transfert des cendres

Selon les résultats des expertises, si les équipements de l'électrofiltre restent utilisables et s'il faut uniquement refaire le caisson, l'incinérateur pourrait redémarrer d'ici avril après les travaux de maintenance déjà prévus en mars.

Si l'électrofiltre n'est plus utilisable en l'état et nécessite d'être remplacé, un délai plus long, pouvant atteindre 1 an sera nécessaire pour la remise en service de l'incinérateur.

6. Conclusion

L'explosion de l'électrofiltre a conduit à des dégâts matériels et à un arrêt des installations d'incinération.

La chaudière a redémarré pour maintenir en température les digesteurs et assurer le traitement des boues de la station d'épuration.

L'exploitant va rechercher les causes de l'incident et transmettra un rapport d'incident à l'inspection.

Situation irrégulière :

- Néant

Non-conformités

- Néant

Observations

L'exploitant informera l'inspection des causes de l'explosion dès lors qu'elles seront connues.

Questions

L'inspecteur de l'environnement
(Installations classées)